

---

# Fiches thématiques

---

Compétitivité et échanges extérieurs

## 3.1 Échanges extérieurs

Le solde commercial de la France, qui était positif au début des années 2000, redevient négatif à partir de 2005. Le solde des produits manufacturés devient alors déficitaire et va ensuite se dégrader, tandis que la facture énergétique pèse de plus en plus lourd. Multipliée par trois depuis 2000, elle représente 69 milliards d'euros sur les 80 milliards d'euros de déficit commercial (Caf-Fab). En 2012, les services hors tourisme restent excédentaires et le solde touristique s'améliore, mais la France enregistre au total un déficit extérieur des biens et services de 45 milliards d'euros. Celui-ci représente 2,2 points de PIB, niveau comparable au creux record de 1982, mais en amélioration par rapport à 2011 en raison de la stagnation de l'économie qui induit un fort ralentissement des importations en valeur (+ 1,3 % en 2012 après + 12,3 %) et même un recul en volume (- 1,1 %) tandis que les exportations restent plus dynamiques (+ 3,6 % en valeur et + 2,4 % en volume).

Les parts de marché de la France dans le commerce mondial n'ont cessé de reculer de 2001 à 2011, en raison, dans un premier temps, de pertes de compétitivité-prix puis, dans un second temps, d'une moins bonne orientation géographique et sectorielle que le commerce mondial et d'éléments hors-prix.

En 2012, les exportations sont tirées vers le bas par le repli des ventes de l'industrie automobile et des produits agricoles, alors que celles de biens intermédiaires marquent le pas du fait du recul des produits métallurgiques. En revanche, les livraisons aéronautiques atteignent un niveau record et les ventes pharmaceutiques reprennent après un fléchissement en 2011. Celles des industries agro-alimentaires, notamment les boissons, et de certains produits de l'industrie du luxe sont aussi bien orientées. La hausse des importations d'approvisionnements énergétiques est beaucoup plus contenue qu'en 2011

et la croissance des achats hors énergie est presque nulle. Les reculs les plus prononcés des importations concernent l'automobile, les biens intermédiaires (produits métallurgiques notamment) et l'informatique et électronique, ce qui permet une amélioration du solde commercial de ces produits. À l'opposé, la croissance s'accélère pour les importations aéronautiques et pharmaceutiques, soutenue notamment par d'importants échanges intragroupes.

En 2012, les ventes vers l'Union européenne (UE) ralentissent fortement (+ 0,3 %, après + 7,2 %). Le principal soutien à la croissance des exportations vient des pays tiers (+ 8,1 %, après + 8,8 % en 2011). Les exportations accélèrent en effet fortement vers les États-Unis dont la croissance reprend, dans un contexte de dépréciation de l'euro face au dollar (en moyenne sur l'année). Elles sont également très dynamiques vers l'Asie, grâce notamment au bond des livraisons aéronautiques. En revanche, les ventes marquent le pas vers l'Afrique et le repli se poursuit vers le Proche et Moyen-Orient. Les importations décélèrent depuis l'UE (+ 1,4 %), et les pays tiers (+ 1,4 %). Avec le recul des achats énergétiques, elles baissent depuis l'Europe hors UE (Russie et Norvège) et le Proche et Moyen-Orient. Elles ralentissent depuis l'Asie, notamment depuis la Chine. En revanche, les importations des États-Unis progressent fortement, portées par des achats aéronautiques, de pétrole raffiné et de produits pharmaceutiques. Elles sont encore vigoureuses depuis l'Afrique, en lien avec la reprise des approvisionnements énergétiques auprès de la Libye.

Les sociétés de 250 salariés ou plus continuent de réaliser plus de la moitié des exportations alors qu'elles ne représentent que 3 % des sociétés exportatrices et le nombre de ces dernières repart à la hausse en 2012 (+ 2,7 %, après - 2,1 % en 2011). ■

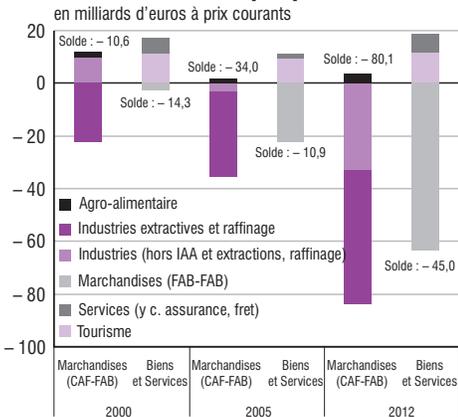
### Définitions

Prix, FAB, CAF, CAF-FAB, FAB-FAB : voir annexe *Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- Site internet de la direction générale des Douanes et droits indirects : [http://lekiosque.finances.gouv.fr/APPCHIFFRE/Portail\\_default.asp](http://lekiosque.finances.gouv.fr/APPCHIFFRE/Portail_default.asp).

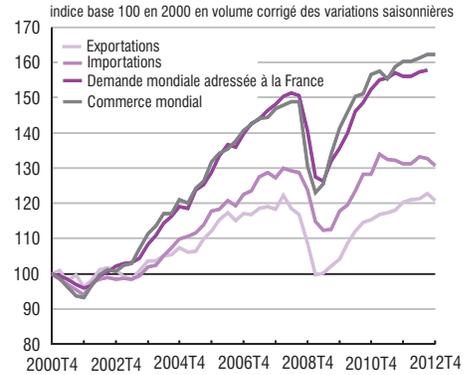
## 1. Soldes commerciaux par produit



Champ : France.

Source : Insee, comptabilité nationale.

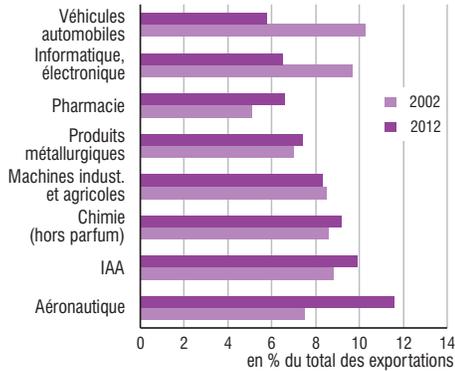
## 2. Commerce extérieur et demande mondiale adressée à la France



Champ : France, commerce de biens.

Sources : Insee, comptabilité nationale ; direction générale du Trésor ; CPB (Netherlands Bureau for Economic).

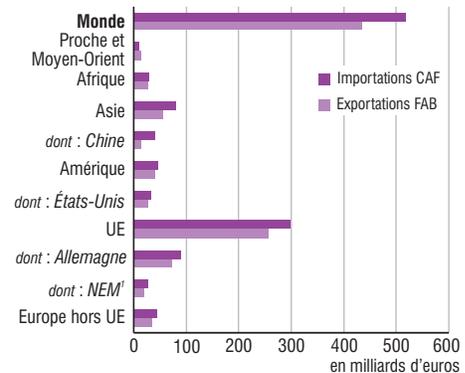
## 3. Parts des principaux produits exportés en 2012



Champ : France.

Source : Douane (données estimées FAB).

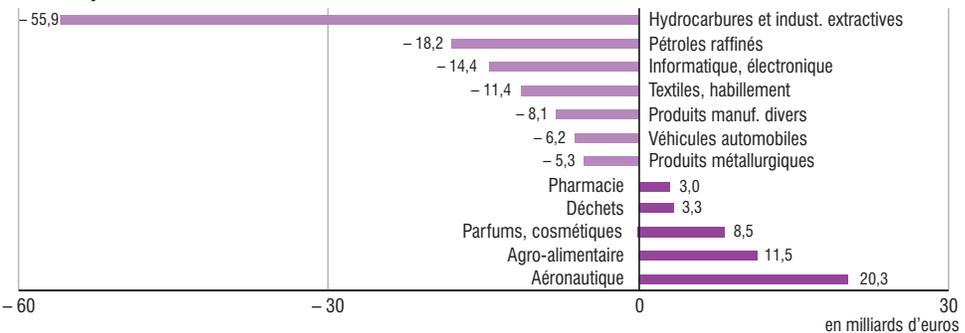
## 4. Partenaires commerciaux en 2012



1. NEM : nouveaux états membres de l'UE (Roumanie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovaquie).

Source : Douane (données estimées CAF-FAB hors matériel militaire).

## 5. Principaux excédents ou déficits en 2012



Champ : France.

Source : Douane (données estimées CAF/FAB).

## 3.2 Mondialisation

En 2012 en France, les exportations de biens et services représentent 27 % du PIB, contre environ 20 % au début des années 1990. Pour les importations, ce poids est de 30 % contre 20 % au début des années 1990. Ces évolutions traduisent pour une large part l'activité des **firmes multinationales** (FMN) qui développent des filiales à l'étranger pour leurs réseaux productifs mondiaux, partie prenante de « chaînes d'activité mondiales » (CAM). En 2010, hors banques et agriculture, les **FMN sous contrôle français** réalisent 1 078 Md€, soit 52 % de leur chiffre d'affaires, dans leurs filiales étrangères ; elles y emploient aussi un peu plus de la moitié de leurs effectifs totaux (53 %, soit 4,7 millions de salariés à l'étranger). Les pays de l'Union européenne y comptent pour près de la moitié (43 % des effectifs à l'étranger, 49 % du chiffre d'affaires).

Les cinq premiers pays d'implantation des FMN sous contrôle français en nombre de salariés occupent 42 % de leurs emplois à l'étranger : les États-Unis, la Chine, l'Espagne, le Royaume-Uni et le Brésil. L'Allemagne arrive en sixième position en nombre de salariés, mais en deuxième en chiffre d'affaires, après les États-Unis, tandis que la Chine n'est qu'au dixième rang en termes de chiffre d'affaires. Les implantations purement commerciales, avec peu de salariés et beaucoup de ventes, participent de manière importante à l'expansion de filiales à l'étranger : elles représentent ainsi 22 % des effectifs à l'étranger en 2010, tandis que les implantations industrielles comptent pour 35 %.

Parmi ces FMN sous contrôle français, les 146 **grandes entreprises** implantées à l'étranger y occupent 3,9 millions de salariés, les **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) moins d'un million de salariés (660 000) et les PME 120 000. Les PME implantées à l'étranger sont moins extraverties, avec une implantation dans au plus 3 pays pour la moitié d'entre elles contre plus de

12 pays pour la moitié des ETI et plus de 50 pays pour la moitié des grandes entreprises.

Parallèlement, sur le territoire national, hors agriculture, banques et assurances, les FMN sous contrôle français totalisent environ un tiers de la valeur ajoutée et de l'emploi (respectivement 35,1 % et 31,5 %) et les implantations des FMN sous contrôle étranger un sixième (16,8 % de la VA et 12,8 % de l'emploi). C'est ainsi plus de la moitié de la valeur ajoutée en France et près de 60 % du capital matériel qui dépendent de FMN installées sur le territoire. Elles réalisent aussi, à elles seules, 84 % des exportations de biens et services en 2010 et probablement une part tout aussi importante des importations. Celles des FMN qui sont des grandes entreprises emploient en France 3,8 millions de salariés, tandis que celles qui sont en France des ETI en emploient 2,0 millions et des PME 0,4 million.

Les réseaux d'activité des FMN résultent en grande partie des **investissements directs étrangers** (IDE) qu'elles ont réalisés. En 2012, les stocks d'investissement direct étranger en France (IDEF) et français à l'étranger (IDFE) représentent respectivement 25 % et 45 % du PIB contre 14 % et 21 % en 1999. Le stock d'IDFE en capital social a été multiplié par 3,6, témoignant, au-delà du gonflement du prix des actifs financiers, du développement à l'étranger des FMN françaises. Parallèlement, l'ouverture aux investissements étrangers s'est poursuivie avec un stock d'IDEF multiplié par 2,3.

La mondialisation est le support de différents flux monétaires ou financiers. Ainsi en balance des paiements, les redevances et droits licences (brevets, etc.) avec l'étranger engendrent un solde net de 2 Md€ en 2012. De même, les revenus des IDE apportent en France 53 Md€ de revenus financiers aux FMN (+ 270 % en dix ans) et génèrent une sortie de 21 Md€ (+ 390 % en dix ans), soit un solde net de 32 Md€. ■

### Définitions

**Firme multinationale (FMN)** : groupe ayant au moins une filiale à l'étranger.

**FMN sous contrôle français (étranger)** : firme multinationale dont la tête de groupe (société contrôlant les autres sans être elle-même contrôlée) est une société française (étrangère).

**Grande entreprise, entreprise de taille intermédiaire, investissement direct étranger (IDE)** : voir *annexe Glossaire*.

**Groupe** : dans cette fiche, la notion d'entreprise est approchée par celle de groupe. Voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

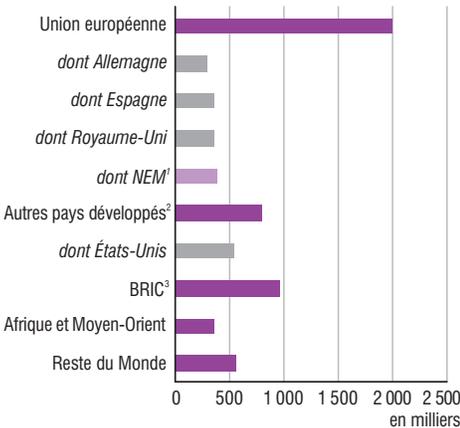
- « Les groupes français à l'étranger en 2010 », *Insee Première* n° 1439, 2013.
- « Les échanges au sein des groupes industriels internationaux », *Le 4 pages du Sessi* n° 186, 2004.

## 1. Les multinationales sous contrôle français dans le monde en 2010

	Monde	Ensemble hors France	dont : Union européenne
Chiffre d'affaires consolidé (en Mds d'euros)	2 077,3	1 077,7	528,1
Effectifs (en milliers)	8 881,8	4 671,2	1 998,0
Nombre de filiales	65 011	31 004	15 874
Part du CA consolidé (en %)	100	51,9	25,4
Part des effectifs (en %)	100	52,6	22,5
Part des filiales (en %)	100	47,7	24,4

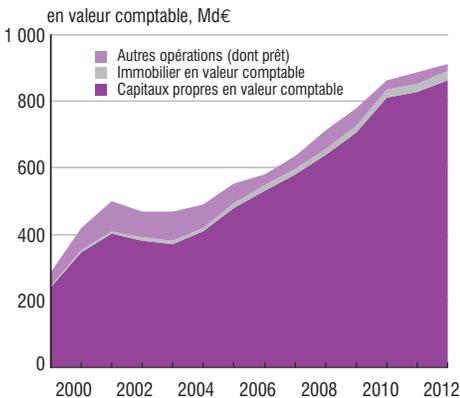
Champ : ensemble des entreprises (hors agriculture et banques) - sociétés contrôlées par une société française et contrôlant au moins une filiale à l'étranger.  
Source : Insee, enquête O-Fats.

## 3. Effectifs à l'étranger des FMN sous contrôle français par zone géographique en 2010



1. Nouveaux États membres de l'UE : Roumanie, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie. 2. Australie, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, États-Unis, Europe hors UE. 3. BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine, Hong-Kong, Macao.  
Champ : ensemble des entreprises (hors agriculture et banques).  
Source : Insee, enquête O-Fats.

## 5. Capital détenu à l'étranger - Stocks d'investissement direct français à l'étranger



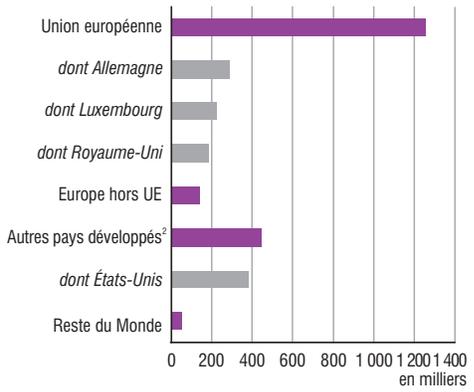
Champ : France, ensemble des secteurs.  
Source : Banque de France.

## 2. Poids en France des multinationales et des autres entreprises en 2010

	Valeur Ajoutée HT (Md€)	Effectifs salariés <sup>1</sup> (milliers)	Nombre d'entreprises
Multinationales étrangères	169,2	1 777	7 690
Multinationales sous contrôle français	353,0	4 377	2 600
<b>Ensemble des multinationales</b>	<b>522,2</b>	<b>6 154</b>	<b>10 290</b>
Groupes français sans filiale à l'étranger	135,8	2 456	35 360
Unités légales indépendantes	347,9	5 306	2 989 630

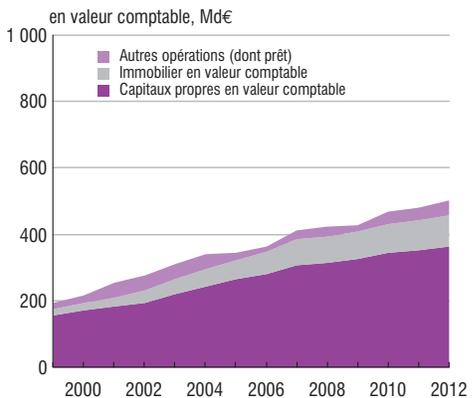
1. Effectif au 31/12 de l'année.  
Champ : ensemble des entreprises (hors agriculture, banques et assurances).  
Source : Insee, Lifi, I-Fats, Ésane.

## 4. Effectifs en France des multinationales étrangères selon le pays d'implantation du centre de décision



1. Australie, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, États-Unis.  
Champ : ensemble des entreprises (hors agriculture, banques et assurances).  
Source : Insee, Lifi, I-Fats, Ésane.

## 6. Capital détenu en France par des non-résidents - Stocks d'investissements directs étrangers en France



Champ : France, ensemble des secteurs.  
Source : Banque de France.

### 3.3 Compétitivité

La part de marché des exportations françaises dans les exportations mondiales a diminué de 35,7 % en valeur depuis 2000, soit - 1,8 point. Elle est stable depuis 2010 autour de 3,3 %. Deux éléments principaux expliquent cette érosion continue depuis une dizaine d'années : la montée en puissance de la Chine, ainsi que des autres pays émergents, et la compétitivité-prix. De façon sous-jacente, cette évolution est déterminée par des facteurs coûts (coûts salariaux, importations, coût du capital, etc.) et des facteurs hors-prix (gamme, qualité des produits, service après-vente, dépenses « de développement » pour la R&D, la formation, etc.).

Les pertes de parts de marché à l'export de la France depuis 2000 sont d'ampleur similaire à celles des États-Unis (entre 2000 et 2005), du Japon, du Royaume-Uni ou de l'Italie (sur l'ensemble de la période), voire plus faibles. Parmi les grands pays développés, seule l'Allemagne a réussi à conserver à peu près ses positions commerciales face à l'expansion des grands pays émergents, et tout particulièrement celle de la Chine dont la part de marché a presque triplé au cours de la dernière décennie.

Relativement aux 24 pays de l'OCDE, pour lesquels on peut distinguer les facteurs prix et coûts, la part de marché française en volume pour les marchandises s'est quasiment stabilisée entre 2008 et 2012 (- 0,2 point), pour se situer à 6,3 %, après un fort recul entre 2002 et 2008 (- 1,5 point). La compétitivité-prix par rapport à ces pays de l'OCDE a reculé de 7,3 % entre 2000 et 2008 parallèlement à une appréciation de l'euro en termes réels de plus de 10 %. Bénéficiant à l'inverse de la dépréciation de l'euro depuis 2009, elle s'améliore ensuite avec la crise et retrouve presque en 2012 son niveau de 2000. La compétitivité coût-salarial est en 2012 inférieure de 11,7 % à celle de 2000 ; elle s'est dégradée plus rapidement que la compétitivité-prix entre 2000 et 2008 (- 15,5 %) et se redresse un peu plus lentement depuis. Le maintien de la compétitivité-prix française apparaît ainsi avoir pour contrepartie une détérioration des

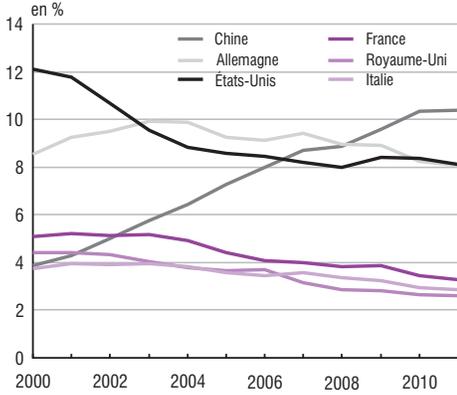
marges brutes par rapport à ses principaux partenaires, en premier lieu l'Allemagne, où la consolidation des marges a pu permettre d'investir davantage dans les facteurs hors-prix de la compétitivité.

Le positionnement des produits français en termes de gamme est un facteur explicatif possible de l'effort de modération sur leurs prix que les entreprises françaises ont dû consentir. Des indications d'une stagnation de la gamme de la production française apparaissent dans les années 2000 : les exportations des produits à haute et moyenne technologie baissent alors qu'elles augmentent pour l'Allemagne. La faiblesse de l'investissement dans la Recherche et développement y contribue probablement (2,25 % du PIB contre 3,26 % pour le Japon, 2,84 % pour l'Allemagne et 2,77 % pour les États-Unis).

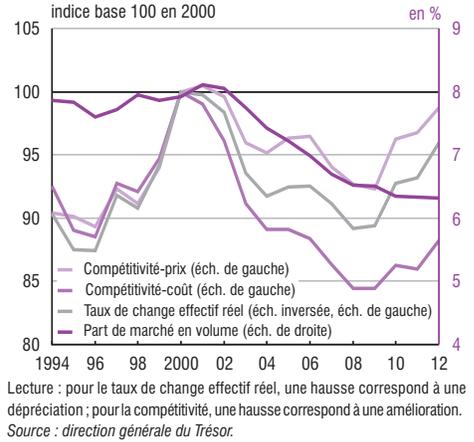
Avec ces pertes de parts de marché à l'export, les importations ont aussi progressé plus vite que les exportations entre 2002 et 2008 (respectivement + 45 % et + 24 % en valeur) ; le taux de couverture en valeur pour les marchandises a ainsi diminué de 14,2 points entre 2002 et 2008, en partant d'une situation à l'équilibre. Ce taux perd ensuite 1,5 point pour atteindre 84,5 % en 2012.

Globalement, entre 2005 et 2011, l'évolution de la productivité apparente du travail de l'ensemble de l'économie, mesurée en PIB par heure travaillée, a été en France comparable à celle de l'Allemagne et du Royaume-Uni même si ce dernier a connu de plus fortes variations. Elle croît plus fortement aux États-Unis, en raison d'un ajustement à la baisse de l'emploi plus brutal au cours de la récession et qui reste très marqué. En niveau, cette productivité apparaît relativement plus faible dans ces pays mais le taux d'emploi des 15-65 ans y est plus élevé qu'en France. Cependant l'efficacité globale dépend également de la productivité apparente du capital qui prend en compte la capacité à mettre en œuvre les équipements : une amélioration de celle-ci peut compenser les effets d'une moindre productivité apparente du travail. ■

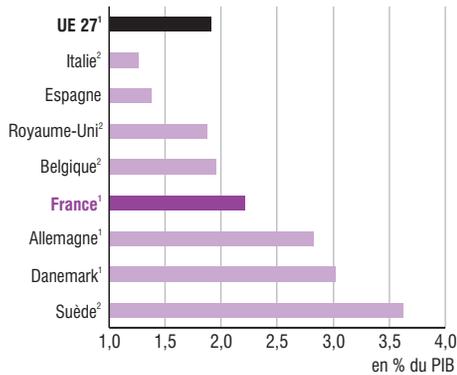
## 1. Parts de marché dans les exportations mondiales de marchandises



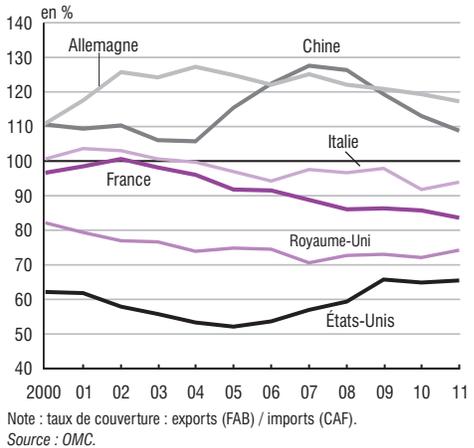
## 2. Compétitivité, taux de change effectif réel et part de marché de la France dans l'OCDE



## 3. Dépenses intérieures de recherche et développement en 2009



## 4. Taux de couverture, en valeurs, du commerce extérieur de marchandises par pays



## 5. Évolution du PIB par heure travaillée

